

Présidence allemande de l'Union européenne : Enjeux, objectifs, limites

Sylvie GOULARD et Joachim BITTERLICH

Compte-rendu de la Rencontre du Comité France de l'Institut Thomas More
5 février 2007, Paris

Le 5 février dernier, le Comité France de l'Institut Thomas More accueillait Sylvie GOULARD, présidente du Mouvement Européen France, chercheur associé au CERI-Sciences Po, professeur au collège d'Europe à Bruges, ancien membre du Groupe des conseillers politiques à la Commission Européenne (2001-2004), auteur de *Le coq et la perle. Cinquante ans d'Europe* (Paris, Le Seuil, 2007) et Joachim BITTERLICH, directeur des Affaires internationales du groupe Veolia Environnement, ancien ambassadeur, ancien Conseiller pour les affaires européennes (1987-1993) et Conseiller diplomatique et de sécurité (1993-1998) du Chancelier Helmut Kohl, auteur de : *France Allemagne, mission impossible. Comment relancer la construction européenne* (Paris, Albin Michel, 2005).

Introduction de

Victor SCHERRER

Président du Comité France de l'ITM

On peut dire que jusqu'à ce début de mois de février, le sujet européen a été plutôt maltraité dans le débat présidentiel français : soit il a été purement et simplement absent, soit il a été l'occasion d'attaques le plus souvent assez sommaires, voire populistes. On a ainsi vu récemment les deux principaux candidats critiquer avec vigueur, mais sans arguments recevables, la politique de rigueur monétaire conduite par la Banque centrale européenne. C'est aussi que les responsables politiques français se sont fait une spécialité de critiquer l'Union européenne (UE) et d'accuser sans répit « les technocrates de Bruxelles » de tous les maux – et le plus souvent de leur propres insuffisances...

Dans le monde des entreprises, qui est celui que je connais bien, ces travers ou ces absences sont moins manifestes. Que l'on parle marchés, exportations, finances, réglementations ou fiscalité, l'Europe est présente et s'éprouve au jour le jour. Mais soyons francs : elle est présente comme cadre de développement des affaires, pas comme réalité politique vivante... Elle risque par ailleurs d'être banalisée par un autre phénomène qui touche les entreprises, autrement puissant : la mondialisation.

Finalement, on a l'impression que le grand volontarisme qui a permis de bâtir l'Europe, depuis les années 1950 jusqu'au années 1990, n'est plus actif, et que, que ce soit dans le domaine politique ou dans celui des entreprises, les générations qui pourraient être légitimement être fières d'avoir construit ce miracle qu'est l'UE, sont en quelque sorte fatiguées devant le travail accompli. Comme si le ressort était cassé. Je ne suis pas sûr à ce titre que les « non » français et néerlandais du printemps 2005 aient été les causes directes du surplace de l'UE : je crois plutôt qu'ils furent les symptômes d'une « maladie de langueur » plus ancienne...

En tout état de cause, l'Europe est en panne, et elle l'est à un moment où nous avons besoin d'elle, à un moment où elle doit être, où elle devrait être « notre seule frontière », comme nous le proclamons à l'Institut Thomas More. Alors que l'Allemagne préside depuis le mois de janvier dernier, et pour six mois, aux destinées de l'UE, nous avons donc invités Sylvie GOULARD et Joachim BITTERLICH, tous

deux parfaits connaisseurs des enjeux européens, mais des aussi des hommes et des rouages, à venir nous faire partager leurs analyses et répondre à nos questions. Nous les avons particulièrement invité à réfléchir autour de trois questions liées : Comment va l'Allemagne de la chancelière Merkel ? Que peut-on très directement attendre de ses six mois de présidence de l'UE ? Vers quelles voies de réformes l'UE devrait-elle se s'engager pour se remettre en marche ?

Intervention de Sylvie GOULARD

Ces différentes questions sont complexes et mériteraient de longs développements. Je vais me borner dans un premier temps à livrer quelques éléments de réflexion.

Les atouts d'Angela Merkel

La présidence allemande a commencé en janvier dernier et je crois qu'Angela Merkel est probablement de tous les chefs d'Etat et de gouvernement européens à l'heure actuelle, l'une des mieux placées pour comprendre la situation en Europe et essayer d'imaginer une sortie de crise.

« Je suis frappée de voir combien, dans ses discours, Angela Merkel insiste sur la liberté, sur la valeur que représente la liberté. Je crois qu'on peut dire que, quand elle en parle, ce n'est pas un mot en l'air, elle en connaît le prix. »

Pour essayer de la comprendre, je crois qu'il faut rappeler une double influence qui doit avoir modelé sa vie. D'une part, elle est entrée en politique, à la CDU, grâce et aux côtés du chancelier Kohl, et il faut rappeler combien la CDU est un parti dans lequel l'idée européenne est importante. D'un autre côté, il n'est pas inutile de se souvenir son enfance et sa jeunesse en RDA, et notamment le combat de sa famille pour de la défenses des valeurs évangéliques dans un pays communiste : cela lui a donné une grande fermeté de caractère, et la rend capable d'une excellente compréhension des nouveaux Etats membres.

Je suis frappée de voir combien, dans ses discours, elle insiste sur la liberté, sur la valeur que représente la liberté. Je crois qu'on peut dire que, quand Angela Merkel en parle, ce n'est pas un mot en l'air, elle en connaît le prix. Cela la rend apte également à dialoguer et convaincre les pays qui

voient l'Europe d'un tout autre point de vue que le nôtre – notamment parmi les entrants. Il ne faut absolument pas regretter l'élargissement, et il faut le rattacher à cette immense victoire de la liberté sur le totalitarisme qu'a représentée la fin du communisme. De ce point de vue là, la présidence allemande a un certain nombre d'atouts.

Le profond malaise de l'UE

Néanmoins, l'UE connaît un certain nombre de difficultés sur lesquelles il faut bien se pencher. Tout d'abord, quand on regarde les ratifications et les rejets du Traité constitutionnel tel qu'ils sont comptabilisés à l'heure actuelle, on peut être victime d'une sorte d'illusion. Il y aurait 18 pays qui auraient dit « oui », deux qui auraient dit « non » et puis quelques-uns dont on ne saurait pas ce qu'ils pensent.

Loin de moi l'idée de réduire la responsabilité des Français et des Néerlandais – mon livre *Le coq et la perle* est d'ailleurs largement consacré à l'analyse de la situation en France parce que je pense que la responsabilité française ne doit pas être sous-estimée – mais je crois vraiment que le malaise est beaucoup plus profond et beaucoup plus répandu. Il ne se borne pas au blocage de deux pays contre la volonté de tous les autres. Ce serait trop simple.

D'abord, ceux qui ont, à partir de juin 2005, prudemment suspendu leur propre processus de ratification, ne respectent pas l'engagement qu'ils avaient pris de soumettre le traité à ratification, et placent l'UE dans une situation qui, même sans le non français et néerlandais, serait assez délicate. Derrière il y a de vraies résistances, je pense notamment au Royaume-Uni et à Gordon Brown, vraisemblablement le prochain Premier ministre. D'autre part, il y a dans la plupart des Etats-membres, y compris ceux qui ont ratifié, un certain nombre de doutes sur l'intégration européenne – et l'Allemagne n'y échappe pas. J'ai été très frappée en lisant la prise de position de Roman Herzog, l'ancien Président de la République allemande, qui a critiqué le fait que le transfert de compétence à Bruxelles aboutisse à un amoindrissement du rôle du Bundestag¹. C'est une question tout à fait légitime, et il y en a d'autres comme celle de l'euro et du pouvoir d'achat (thème sensible aussi bien en Allemagne, en Italie ou en France), celle des contributions nationales au budget communautaire, celle de la répartition des compétences, etc. Des doutes s'expriment légitimement dans tous les

« Je crois vraiment que le malaise européen ne se borne pas au blocage de deux pays, la France et la Hollande, contre la volonté de tous les autres. Ce serait trop simple. Il est beaucoup plus profond et beaucoup plus répandu. »

pays, y compris en Allemagne, même s'ils n'ont pas tous abouti à créer la même situation qu'en France vis-à-vis du traité.

Vous avez également souligné un sujet qui m'est cher, je veux dire le monde des entreprises. J'ai l'impression que les milieux d'entreprises n'échappent pas totalement au repli national. Cela se voit dans les organigrammes des groupes qui sont censés être franco-allemands ou européens... Cela se voit dans un concept comme celui de « patriotisme économique »... Cela se voit dans la volonté, exprimée par plusieurs gouvernements, de lutter contre des OPA entre groupes européens... Bref, je crois que le reflux de l'idée européenne se fait ressentir à travers toute la société, y compris dans le monde économique. Sans doute les politiques vont-ils y perdre un aiguillon essentiel : sans les entreprises, des projets comme l'Acte unique ou comme la monnaie unique auraient-ils pu voir le jour ? Elles surent être un précieux appui pour Jacques Delors et pour ses successeurs. Cela est nettement moins flagrant aujourd'hui.

Les menaces de la rhétorique anti-bruxelloise

Je voudrais maintenant parler aussi d'un phénomène spécifiquement allemand. Il y a un discours de la CDU, que j'ai dénoncé depuis des années, qui consiste en des attaques répétées contre Bruxelles et son excès de régulation. C'est ce que j'essaie de développer dans mon livre en prenant le contre-pied des idées à la mode sur la subsidiarité. Je m'explique : il y a naturellement, dans un ensemble aussi vaste que l'UE, besoin d'une répartition des compétences, mais je pense aussi qu'il faut que nous cessions de voir dans Bruxelles une sorte d'ennemi à abattre dont le seul objet serait de venir en permanence s'approprier les compétences des niveaux inférieurs. Il y a peut-être eu des abus, mais ce qu'il y a surtout dans les traités d'origine – dans l'Acte unique notamment –, c'est une organisation qui cherche à répondre au principe : « la fin justifie les moyens ».

On n'a pas fixé en Europe une liste d'attribution des compétences comme dans un Etat fédéral, on a plutôt fixé des buts en distribuant les compétences qui vont avec le but. On peut trouver que ce n'est pas la bonne méthode, mais tant qu'on ne l'a pas changée, il faut avoir quelque précaution dans les attaques qu'on formule contre Bruxelles. D'autant que, si on peut comprendre (sans l'approuver) que dans un Etat aussi centralisé que la France, il y ait une sorte de réflexe anti-bruxellois fondé sur un sentiment de dépossession, dans un pays comme l'Allemagne, rompu à l'esprit et aux usages

« Il faut que nous cessions de voir dans Bruxelles une sorte d'ennemi à abattre dont le seul objet serait de venir en permanence s'approprier les compétences des niveaux inférieurs. Il y a peut-être eu des abus, mais ce qu'il y a surtout dans les traités d'origine, c'est une organisation qui cherche à répondre au principe : la fin justifie les moyens. »

¹ Dans le *Welt am Sonntag* du 13 janvier 2007.

du fédéralisme, on sais bien qu'il y a un jeu complexe des *Länders* contre le *Bund*, et qu'ils vont chercher à Bruxelles des moyens pour ce combat...

Je suis assez préoccupée du discours consistant à dire que Bruxelles coûte trop cher, qu'il y a trop de régulation, etc. S'il y a sans doute des abus, cela me paraît manquer de discernement. Car il peut se révéler dangereux de s'en prendre sans cesse à la Commission, à son travail, à ses pouvoirs, à ses membres... bref à l'organe qui est sensé défendre l'intérêt général européen. Et cela me paraît particulièrement hypocrite quand, dans le même temps, on se prétend un bon européen ! Il y a une chose directement liée que j'ai essayé de dire dans mon livre, et c'est l'idée clé dont je voudrais vous faire part aujourd'hui : c'est que je crois que nous avons avant tout un problème de méthode en Europe, un problème de méthode dans la manière dont nous faisons l'Europe.

Retrouver la méthode communautaire

Il y a un très beau mot de Victor Hugo, qu'on trouve dans ses textes sur l'Europe et qui s'applique très bien à ce point que je souhaite développer : « il y a des gens qui vous disent : "cela sera", et il y a ceux qui vous disent : "voici comment". »

Les hommes des années 1950 nous ont dit comment construire l'Europe. En revanche, depuis des années, on n'entend que des vœux pieux, que des incantations, que des « cela sera » ! On a oublié leur méthode, la méthode communautaire – je développe cela dans *Le coq et la perle*. On veut la politique étrangère et de sécurité commune, mais on se refuse à l'idée de mettre des moyens significatifs en face. On veut un certain nombre d'avancées économiques communes, mais on n'accepte pas les contraintes qui permettraient de les réaliser. On touche là au cœur du vrai problème de méthode qu'a l'Europe.

Et la manière dont la question est posée en France et en Allemagne, qui n'est pas d'ailleurs tout à fait la même, évite ce cœur du problème. Peut-être faut-il limiter un certain nombre de compétences de Bruxelles, mais peut-être faudrait-il aussi en accroître délibérément certaines pour mettre enfin des politiques concrètes (et les moyens qui vont avec) en face des aspirations de la société – plutôt que d'en rester aux faux semblants, aux doubles discours et aux jeux de dupes. Je pense notamment à la politique étrangère et de sécurité européenne, qu'on dit « commune » depuis 1992 et le traité de Maastricht, et qui ne l'est tout simplement pas. Avec ses limites et ses besoins de réformes, la politique agricole commune, elle, est « commune ». Pour la politique étrangère et de sécurité, on a collé des étiquettes européennes sur des réalités nationales. Cette politique est sans réel contenu européen. On a donc créé une espèce de machine à frustrations. Et, encore une fois, je refuse d'entrer dans cette sorte de jeu de massacre qui consiste à dire que Bruxelles a toujours trop de compétences. Il faut simplement que les moyens aillent avec les compétences transférées, et qu'une fois qu'elles le sont, on en accepte le principe et la légitimité. Il faut sortir de la dialectique du « eux » là-bas et du « nous » ici. C'est « notre » Europe qu'il s'agit de bâtir.

« Jean Monnet avait une phrase : "Pour trouver les compromis, il faut se fatiguer". J'ai l'impression que ces derniers temps plus personne ne se fatigue, plus personne ne veut vraiment agir, tout le monde se fait spectateur désengagé, en attendant de voir ce que le voisin avancera pour se déterminer et n'en être surtout pas tenu pour responsable. »

C'est ce message que je souhaite marteler pendant la campagne présidentielle. Le Président de la République n'est pas seulement le chef de l'Etat français : il est aussi l'un des dirigeants de l'Union européenne. Et ce n'est pas une simple question de fantaisie ou de goût que de vouloir que nos candidats nous disent ce qu'ils feront demain en Europe ! C'est parce, de fait, ils ont déjà cette double casquette, de même que nos ministres, en siégeant au Conseil, ont déjà une double casquette. Et l'une des difficultés de l'Europe aujourd'hui, c'est que les responsables politiques nationaux n'assument pas leur casquette européenne. Ils vont de temps en temps à Bruxelles, y prennent des décisions parfois fondamentales, mais une fois revenus dans leur capitale, ils ne se sentent pas tenus, comme s'ils n'en étaient pas co-responsables, par la décision qu'ils ont prise.

On a vraiment là une question de méthode : ce n'est pas une présidence ou une autre qui changera cela, c'est le point de savoir si nous assumons l'Europe que nous faisons ou si nous ne l'assumons pas. Jean Monnet avait une phrase : « Pour trouver les compromis, il faut se fatiguer ». J'ai l'impression que ces derniers temps plus personne ne se fatigue, plus personne ne veut vraiment agir, tout le monde se fait spectateur désengagé, en attendant de voir ce que le voisin avancera pour se déterminer et n'en être surtout pas tenu pour responsable. Concernant la relance institutionnelle qui vient, je souhaite qu'on ne se contente pas d'organiser une magnifique Conférence Intergouvernementale, siégeant des mois durant à huis clos et parvenant à un accord dont les Etats pourraient ne pas se sentir responsables. Cela me paraît un point essentiel.

Sens et enjeux de la relance

L'une des difficultés sur ce point, c'est qu'il faut partir, pour parler de notre pays, d'un « non » franc... ou plutôt un conglomérat de « non » de nature très diverses, loin d'être compatibles les uns avec les autres. A cette espèce d'accumulation de questions légitimes d'un côté et de frustration ou d'élucubrations complètes de l'autre, il est extrêmement difficile de trouver une réponse rationnelle. La seule chose qu'on puisse vraiment espérer, c'est que l'arrivée d'un nouveau Président de la République, quel qu'il soit, donne un peu de marge de manœuvre, et que celui-ci ou celle-ci ait à cœur de garder le cap sur la seule chose essentielle à mon sens : la place de la France en Europe. C'est sur ce point que l'on jugera sa réelle capacité à mettre en œuvre une certaine vision de l'Europe.

Evidemment, pour revenir à notre sujet initial, la sorte de paralysie de fait de la France en Europe depuis 18 mois, n'est pas sans poser quelques problèmes à l'Allemagne, même si je crois qu'il faut, non pas relativiser l'importance du moteur franco-allemand, mais le replacer dans la réalité d'une Europe élargie à 27, le replacer dans un jeu collectif dont le centre de gravité s'est déplacé à l'est (notamment sur les questions énergétiques), le replacer enfin dans le jeu complexe des relations entre Etats membres, « gros », « moyens » et « petits », jeu que l'Allemagne maîtrise manifestement mieux désormais que la France. La Commission peut jouer un rôle dans le nouvel équilibre des relations franco-allemand.. Ce n'est pas un hasard si les grandes heures du couple franco-allemand furent celles de Jacques Delors, lorsqu'il avait à cœur soit de chercher à associer les autres Etats aux initiatives franco-allemandes, soit d'y introduire cette dose de communautarisation qui, je l'ai déjà dit, est indispensable.

J'y reviens : ne croyez pas que nous aurons l'Europe si nous n'avons pas de Commission forte et une dimension communautaire forte. Si nous n'avons pas cette dimension là, quitte à reformer la manière dont l'ensemble doit fonctionner, nous aurons ce que les pères fondateurs ont combattu en leurs temps : un intergouvernemental qui ne marche pas, qui est très efficace pour fixer des objectifs mais qui l'est beaucoup moins pour les atteindre. On est au pied du mur et je crois qu'effectivement l'issue de cette présidence allemande pourrait être quelque chose de plus fondamental qu'on ne le pense.

Etant donné notamment les positions de la Grande-Bretagne et de la Pologne, je ne crois pas que l'on puisse s'en sortir sans que d'une manière ou d'une autre, le prix d'un refus de coopérer soit affiché : on ne fera peut-être pas l'économie d'un conflit – et je le dis aussi pour la France. Je veux dire que le drame du « non », c'est qu'en apparence ce « non » n'a rien coûté. On a pu dire « non » et rester dans le système. On a même accredité l'idée que, en disant « non », on n'abîmait pas l'Europe, on préservait seulement *le statu quo*. C'est une chose qui, à mon avis, n'est pas durable : on le sent bien avec la réunion de Madrid, et la volonté clairement exprimée de certains d'aller de l'avant. Certains, au moment des travaux de la Convention, avaient avancé l'idée que les pays qui voteraient « non » se mettraient d'eux-mêmes dans une position marginale, ou en tout cas dans une arrière-garde plus ou moins organisée, en tout cas ne devraient pas gêner l'avancée des autres. Je crois qu'on n'échappera plus à cette idée.

« Le drame du "non" au référendum, c'est qu'en apparence ce "non" n'a rien coûté. On a pu dire "non" et rester dans le système. On a même accredité l'idée que, en disant "non", on n'abîmait pas l'Europe, on préservait seulement le *statu quo*. C'est une chose qui, à mon avis, n'est pas durable. »

Enjeux et limites d'une présidence

Il y aurait bien d'autres sujets sur la présidence allemande qui mériteraient d'être évoqués. Je pense à l'énergie par exemple, même si on voit très bien que sans institutions et sans capacité à dégager un objectif commun et une méthode, on ne peut aller très loin. Ça n'est pas seulement en affichant un volonté de sécuriser l'approvisionnement ou de faire du développement durable que l'on va sérieusement avancer.

De même en ce qui concerne la stratégie de Lisbonne : on voit mal ce qu'une présidence de six mois peut faire, on voit mal d'ailleurs ce que la Commission peut faire, puisque nous ne nous sommes pas dotés de la méthode communautaire, mais simplement de ce qu'on appelle la « méthode ouverte de coordination » qui, pour moi, est un choix extrêmement regrettable : une fois de plus, l'Europe donne aux citoyens l'impression qu'elle s'occupe d'eux, alors qu'elle part au combat les mains liées dans le dos...

Quand vous relisez le texte de Lisbonne et que vous voyez que le point de départ était les 15 millions de chômeurs dans l'Europe à 15, c'est une question sérieuse. La réponse ne l'est pas. Si vous êtes une mère de famille à qui des experts bien au chaud, qui se réunissent entre eux pour faire du *benchmarking* et des rapports, vous demande d'être « plus flexible » dans vos horaires chez Carrefour, vous n'êtes pas très enthousiaste... Tout cela crée une grande frustration. Tout cela donne le 29 mai 2005. Et là encore, quelle que soit la qualité d'une présidence, je ne vois pas comment elle pourra véritablement avoir des résultats tangibles.

Le dernier point que je veux souligner, parce qu'il me paraît intéressant, dans les positions prises par l'Allemagne, ce sont les propositions faites dans le cadre transatlantique qui sont extrêmement concrètes, tournées vers les entreprises, et qui sont tout à fait judicieuses dans le climat de nos relations politiques avec les Etats-Unis.

Pour conclure, je veux redire que je fais personnellement une entière confiance en la présidence allemande qui, je crois, fera le maximum mais qui devrait aussi comprendre qu'il y a en ce moment en Europe un vrai problème de méthode. J'aimerais que l'orthodoxie européenne bien connue des Allemands nous aide à retrouver la seule méthode qui fait avancer l'Europe, la seule méthode raisonnable, celle des fondateurs : les Français ont beau se dire cartésiens, je crois qu'il l'ont un peu oubliée ces derniers temps...

« J'aimerais que l'orthodoxie européenne bien connue des Allemands nous aide à retrouver la seule méthode qui fait avancer l'Europe, la seule méthode raisonnable, celle des fondateurs : les Français ont beau se dire cartésiens, je crois qu'il l'ont un peu oubliée ces derniers temps... »

Intervention de Joachim BITTERLICH

Il ne sera peut-être pas inutile, pour commencer, de se remettre en tête la situation de l'Allemagne. Je reviens d'une série de rencontres de l'autre côté du Rhin et, lorsque l'on regarde simplement les chiffres, on est tenté de penser que tout va bien. On a tout d'un coup de la croissance : 2,7% l'année passée, au dessus de 2% sans doute cette année. L'augmentation de la TVA n'aura sans doute pas un rôle décisif. Le déficit budgétaire est en baisse, tout comme le chômage. Mais ces chiffres ne suffisent pas à refléter la réalité du pays.

La grande coalition : un Chancelier chrétien-démocrate à la tête d'un gouvernement socialiste

Il faut se rappeler pourquoi les Allemands sont de nouveau sur le devant de la scène économique : parce que l'économie allemande a fait ses devoirs. On récolte aujourd'hui les fruits des restructurations et des adaptations en cours depuis cinq ans, des efforts et des sacrifices consentis grâce aux conventions passées entre syndicats et patronat, de la bonne adaptation de l'économie allemande aux opportunités de la mondialisation... et j'ajoute malgré les gouvernements précédents comme l'actuel incarnant plus de confiance vis-à-vis du monde de l'économie.

Le gouvernement Merkel au pouvoir depuis 14 mois est en train de raccommode, d'adapter ou de corriger ce que le précédent gouvernement avait fait. Ce travail se fait dans le cadre de la grande coalition PSD/CDU-CSU. On est en train de corriger notamment ce qui a été mal fait sur la législation contre le chômage. On est en train de corriger la législation sur la sécurité sociale, sur les retraites et tout cela au sein d'une grande coalition souhaitée par les Allemands. Lorsque vous vous promenez dans les milieux politiques à Berlin, beaucoup vous disent que l'Allemagne a un Chancelier chrétien-démocrate à la tête d'un gouvernement socialiste... Et c'est vrai que, à faire l'analyse des différents dossiers, je pense que ces voix critiques ne sont pas très loin de la vérité ! Vous avez une équipe sociale-démocrate très forte et une équipe chrétienne-démocrate qui a l'air plutôt faible, qui ne doit sa visibilité qu'à un personnage, la Chancelière.

« Actuellement à Berlin, vous avez une équipe sociale-démocrate très forte et une équipe chrétienne-démocrate qui a l'air plutôt faible, qui ne doit sa visibilité qu'à un personnage, la Chancelière. »

Mais même si des journalistes disent le contraire, soyez rassurés, Angela Merkel a tout intérêt, comme le SPD, à rester au pouvoir sans être dérangée jusqu'en 2009. C'est alors seulement que les cartes pourront être redistribuées. Mais je n'exclus pas que cette grande coalition, qui est peut-être typiquement allemande et paraît si saugrenue à des esprits français, puisse continuer encore au-delà de 2009. On peut dire, pour en arriver au sujet qui nous réunit ce matin, que le seul sujet sur lequel ce gouvernement a corrigé, ou a tenté de corriger les choses, dès sa mise en place, sans attendre sa présidence de l'UE, c'est son attitude générale d'une part vis-à-vis de l'Europe et de certains de ses partenaires, d'autre part vis-à-vis des Etats-Unis.

Le ton d'Angela Merkel

Avant de commencer à travailler, chaque pays publie un programme d'action pour ses six mois de présidence, mais la réalité de ses réalisations est généralement bien différente de ses intentions. Pour tout vous dire, je ne prends jamais très au sérieux ces programmes ! Pour la présidence allemande qui commence, ce qu'il faut regarder, c'est le calendrier et les deux dossiers vraiment brûlants, le dossier énergétique et celui de la relance constitutionnelle.

« Le premier leitmotiv européen d'Angela Merkel : c'est la liberté. Il faut avoir en tête qu'elle est loin, par son histoire personnelle, de la pensée des pères fondateurs ou de celle des technocrates bruxellois. »

Le calendrier. Vous aurez un sommet en mars à Berlin, et un autre en juin à Bruxelles. Au mois de mars, on célébrera le cinquantième l'anniversaire de la signature des Traités de Rome, et cette célébration devra être le coup d'envoi de la préparation des décisions à prendre au mois de juin sur la reprise du projet constitutionnel. Angela Merkel a donné le ton en parlant avec ambition à Strasbourg en janvier, et Sylvie Goulard a justement mis en exergue son leitmotiv européen. Mais le ton d'Angela Merkel n'est pas du tout celui qu'on a l'habitude d'entendre depuis une vingtaine d'année à l'ouest de ce continent. Son premier leitmotiv européen : c'est la liberté. Il faut avoir en tête qu'elle est loin, par son

histoire personnelle, de la pensée des pères fondateurs ou de celle des technocrates bruxellois. Je crois qu'on pourra s'en faire une première idée en mars à Berlin...

Les deux dossiers brûlants de la présidence allemande

En ce qui concerne la politique énergétique, vu l'éloignement des positions des uns et des autres, vu les relations avec la Russie, je doute qu'on puisse trouver un accord au mois de mars sur le fond du dossier. Je serais déjà heureux si Angela Merkel réussissait à établir un agenda pour les cinq ou six sujets cruciaux du dossier. Si elle réussissait cette gageure, ce serait déjà une excellente chose pour l'Europe. Et, à la fin de l'examen de ces cinq ou six questions, peut-être sous présidence française au deuxième semestre 2008, peut-être avant, on pourrait poser une question qui m'apparaît cruciale : faut-il créer une haute autorité européenne pour l'énergie ? Je l'ai déjà dit, je crois que oui. Pour moi, la situation énergétique européenne est comparable à ce qu'elle était dans les années 1950, et je ne vois pas comment les Etats membres seuls, sans une concertation plus forte, pourraient arriver à relever les défis qui sont devant eux.

Le grand sujet du mois de juin sera la relance du processus dit constitutionnel, sur lequel Angela Merkel essaie de réduire les horizons d'attente à l'égard de la présidence allemande. Je pense que les Allemands ont fait fausse route pendant plusieurs mois en mettant la pression sur les Etats-membres qui n'ont pas encore ratifié, en arguant que 18 Etats avaient déjà ratifié et qu'ils ne pouvaient pas retournés devant leurs parlements.

Je vois différemment les choses. Elles sont plus complexes qu'un simple affrontement de 20 pays ratificateurs contre 5 qui ne l'ont pas fait, ou de 20 contre 7, de 22 contre 5. L'équation qui compte aujourd'hui en Europe, c'est 50-50 : la moitié des pays sont en faveur de l'approfondissement de l'intégration, et la moitié hésite ou n'en veut pas. De là, toute la difficulté pour Angela Merkel à mettre sur les rails ne serait-ce qu'un processus d'examen, un mandat de négociation qui ferait le maximum pour maintenir l'unité entre les 27, qui ne détruirait pas ce qui a été fait et ratifié, et qui permettrait même d'introduire des éléments nouveaux, par exemple un consensus européen dans le domaine social et économique, ou bien sur la politique énergétique. Je ne crois pas qu'il faille s'attendre à ce qu'une seule présidence puisse faire quelque chose de vraiment significatif là-dessus.

« Ce qui est en jeu, c'est notre capacité à refaire un nouveau consensus européen. Il existait, une cohérence d'ensemble dans les années 1980-1990. Il y a un nouveau consensus à trouver dans l'UE de l'après élargissement. C'est à cela qu'il faut travailler pour remettre l'Europe en route. Cela nécessitera sans doute du temps. »

Ce qui est en jeu, c'est notre capacité à refaire un nouveau consensus européen. Il existait, une cohérence d'ensemble dans les années 1980-1990. Il y a un nouveau consensus à trouver dans l'UE de l'après élargissement. C'est à cela qu'il faut travailler pour remettre l'Europe en route. Cela nécessitera sans doute du temps. Ce qui m'a navré, personnellement, c'est qu'après le printemps 2005, les présidences successives ont annoncé et prolongé ce qu'on a appelé la « pause de réflexion » de l'Union européenne. Eh bien, je crois que les Européens n'ont vraiment lu que la première partie de l'ordonnance administrée par le médecin traitant qu'a été dans cette affaire le Conseil européen : ils ont bien fait une pause, mais pour la réflexion... on n'a pas vu grand-chose. La Commission elle-même a institué un Commissaire spécialement chargé de ce dossier. Je n'ai rien vu ni d'elle ni des gouvernements. Je n'ai pas vu beaucoup de contributions...

Mais, pour autant, je ne suis pas pessimiste parce que, pour filer ma métaphore médicale, nous avons vécu, nous vivons encore une crise salutaire... mais nous savons qu'il faut en passer par là pour guérir de certaines maladies.

Débat avec la salle

Questions-réponses

Question 1 – J'ai été très impressionné par l'idée de Sylvie Goulard, selon laquelle le « non » à la constitution a eu un prix que nous n'avons pas fini de payer. Bravo ! En revanche, là où je ne suis pas très d'accord, c'est dans

sa défense de la Commission. La commission abuse parfois de ses pouvoirs, c'est quelque chose qui existe et qu'il ne faut pas nier. Je voudrais donc demander à Sylvie Goulard comment on pourrait renforcer la responsabilité de la Commission qui a des comptes à rendre en tant que bras séculier au service de l'intérêt général européen. Cela m'amène à poser également une question à Joachim Bitterlich concernant le traité constitutionnel : est-ce qu'on ne manque pas d'un endroit où l'on pourrait réfléchir aux conséquences de l'absence d'une structure claire distinguant les pouvoirs aux divers niveaux ? Et, encore une fois, ne serait-ce pas les parlements nationaux qui, aux côtés du Parlement européen et des gouvernements, qui pourraient jouer ce rôle ?

Sylvie GOULARD – Je vous rassure, le principe de responsabilité s'applique dans mon esprit à tout le monde ! Je crois que si on est dans une situation aujourd'hui difficile, c'est bien parce que tous les différents protagonistes européens ne sont pas à la hauteur de leur responsabilité, Commission incluse. Je ne défends pas spécialement cette Commission, ni la précédente que j'ai eu l'honneur de servir.

S'agissant de la Commission actuelle, je crois qu'il faut voir comment sa nature a changé. La Commission n'a pas la compétence de sa compétence, elle n'a pas non plus la compétence de sa composition. Il n'était pas dans la pensée des gens qui l'ont conçue que la Commission fût un ensemble intergouvernemental dans lequel chaque Etat-membre serait représenté. Ce qui est le cas aujourd'hui : la Commission est un organe dont la nature a été dévoyée. Or moi, je crois qu'il faut avoir la sagesse – et c'est parfois difficile, je vous l'accorde – de défendre la Commission et son principe, le principe de l'organisation communautaire. Pourquoi ? Après 1945, on a bâti un ordre politique sur le multilatéralisme. On était dans une grande phase de coopération internationale. Le seul endroit du monde où le multilatéralisme a atteint un certain degré d'efficacité, c'est la construction européenne. Je ne dis pas que tout soit parfait, mais on a considérablement avancé par rapport à d'autres organes internationaux. On a une véritable zone de droit dans lequel le droit s'applique par dessus les Etats, on a de véritables mécanismes, etc. Tout cela, c'est à la méthode communautaire et à l'invention d'un organe de défense de l'intérêt qu'on le doit.

Il ne s'agit pas de faire disparaître les Etats. Les bons présidents de la Commission, je pense à Walter Hallstein, Jacques Delors et quelques autres, ont été ceux qui ont été capable d'animer un dialogue communautaire. Joachim Bitterlich pourrait en parler mieux que moi, puisqu'il était auprès du Chancelier Kohl à l'époque, mais ce dialogue consistait à essayer de déterminer les sujets d'intérêt général et à les faire accepter par les gouvernements. Dialogue d'autant plus précieux et possible aujourd'hui que nous avons Parlement européen vraiment actif.

J'ajoute que je pense qu'il faut cesser de faire des réformes pour le plaisir de faire des réformes – qui donne cette espèce de course effrénée où à peine on ratifie un traité qu'on en négocie un autre sans très bien savoir pourquoi... –, et se demander quelle est la valeur ajoutée de l'Europe communautaire. A mon avis, la valeur ajoutée de l'Europe est bien là, ce qui ne veut pas dire qu'on ne peut pas l'améliorer, l'amender, la revoir, etc. Je crois que c'est la question clé à poser aux partenaires : est-ce que vous acceptez l'existence d'un échelon au dessus des Etats et, dans ce cas, que cet échelon soit organisé pour agir sérieusement ? Ou bien, est-ce que vous ne l'acceptez pas ?

Quand vous lisez ce que Gordon Brown écrit, vous voyez bien qu'il ne l'accepte pas. Au moins, c'est clair ! Mais cela crée une situation, à mon avis, extrêmement difficile. Entre personnes qui ont plus ou moins un même objectif, mais qui divergent sur les nuances, il est possible de trouver un compromis. Mais lorsque les partenaires nient radicalement l'utilité de l'échelon européen dans la globalisation, là, il y a franchement une discussion à ouvrir... et à ouvrir de manière brutale et rapide en cessant de se raconter des histoires... On peut très bien, avoir avec certains des partenaires, des relations étroites qui ne vont pas jusqu'à l'intégration dans un premier cœur. Mais, je maintiens que si on veut avancer et faire l'Europe, nous ne devons pas perdre de vue cet élément communautaire.

Joachim BITTERLICH – Pour répondre à la question posée : manque-t-on d'un lieu pour réfléchir ? Je dirais oui et non. On a cru bien faire avec la Convention, mais la convention a eu ses propres limites, des limites naturelles.

Plus globalement, Sylvie Goulard le dit comme moi, il y a un problème de fond : l'Europe est à 27 peut être paralysée par 1 Etat. Un certain nombre de dossiers fondamentaux pour certains membres n'avancent pas, parce que d'autres s'en désintéressent ou s'en servent pour gagner sur autre chose. Où est l'intérêt général là-dedans ?! Bref, nous payons l'élargissement fait avant l'approfondissement.

« La Commission actuelle n'a pas la compétence de sa compétence, elle n'a pas non plus la compétence de sa composition. C'est un organe dont la nature a été dévoyée. Or moi, je crois qu'il faut avoir la sagesse de défendre la Commission et son principe, le principe de l'organisation communautaire. »

Sylvie GOULARD

Au fond, il faudrait que la révision du projet dit constitutionnel – quelle erreur de l’avoir nommée comme cela ! – intègre une clause *opt-in* pour les pays qui ne sont pas prêts ou qui ne veulent rejoindre les affaires communes que plus tard. Cela me fait penser à une nuit de 1991, à Maastricht, où nous étions à cinq minutes de l’échec de la négociation du traité. J’ai reçu l’ordre, avec quelques amis, entre autres Elisabeth Guigou et Pascal Lamy, d’inventer quelque chose, de trouver un truc, pour sauver le traité, et permettre à une nation de nous rejoindre éventuellement plus tard. Ça a été cette fameuse clause de l’*opt-in* dans le domaine social. Je pense que la solution est là, parce qu’un certain nombre d’Etats refusent d’accepter l’Europe comme une valeur ajoutée. C’est un problème de fond.

« L’une des choses ratées dans ce traité, c’était l’équilibre qu’on n’a pas su trouver entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Et franchement, on est bien obligé de constater que l’idée de le résoudre par la subsidiarité ne fonctionne pas depuis au moins une dizaine d’année. »

Joachim BITTERLICH

Pour rebondir sur ce que Sylvie Goulard disait tout à l’heure, je ne suis pas frappé pour ma part par ce qu’a dit Roman Herzog, l’ancien Président allemand : sa pensée était claire et je dois dire que je la comprends. Quelle est la réalité ? Qu’un parlement national a un agenda législatif qui consiste, si tout va bien, en un tiers de projets nationaux et en deux tiers de transposition pure de droit européen, sur laquelle les parlementaires n’ont pas leur mot à dire... Voilà la réalité. Je ne suis pas politologue, mais je suis politique et réaliste. Ce que je viens de décrire, je l’ai vécu. Les parlementaires peuvent peut-être changer quelque chose avant mais, une fois le marché conclu, il faudrait trahir le gouvernement, dont on représente la majorité, ce qu’on ne fait pas... La frustration des parlementaires est énorme et bien compréhensible.

L’une des choses ratées dans ce traité, c’était l’équilibre qu’on n’a pas su trouver entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Et franchement, on est bien obligé de constater que l’idée de le résoudre par la subsidiarité ne fonctionne pas depuis au moins une dizaine d’année. Déjà en 1990, ce que nous voulions, c’était une répartition claire des compétences. On n’a pas réussi, et on a sorti du chapeau cette idée de subsidiarité comme un moindre mal et comme un cache-misère philosophique et nuageux... qui a fait long feu. ON est toujours en 2007 à la recherche du bon équilibre. C’est pour cela que je refuse de rejeter la faute sur Bruxelles exclusivement, même s’il y a des responsabilités des uns et des autres, de la Commission comme des Etats-membres.

Une dernière phrase pour résumer : la Commission ne peut pas être supérieure à ce que les Etats-membres sont prêts à admettre. Elle est le fruit de la volonté des Etats-membres. Et lorsque quelqu’un dit que tel ou tel commissaire est faible, il faut se rappeler il a été désigné par quelqu’un...

Question 2 – Sylvie Goulard, vous êtes présidente du Mouvement européen France, qu’est-ce que vous aller dire au futur ou à la future Présidente de la République. Est-ce que la France demande la renégociation du traité constitutionnel ou est-ce qu’elle est prête à envisager une nouvelle forme de ratification ? Je crois que c’est la question à laquelle il faudra répondre. Joachim Bitterlich, si vous avez l’oreille d’Angela Merkel, qu’est-ce que vous lui conseillez de faire ? Est-ce que vous lui conseillez de continuer à avancer sur le traité constitutionnel, en lui disant que ça passera, ou alors qu’il vaut mieux aller vers une renégociation ?

Sylvie GOULARD – Je précise que les instances nouvelles du Mouvement européen ne s’étant pas réunies, je n’engage que moi dans ma réponse. Je pense qu’il faut éviter le tout ou rien. Le traité dans la forme exacte dans laquelle il a été rejeté en France et aux Pays-Bas et approuvé ailleurs, n’a pas, en tant que tel, un destin énorme... Ce serait à mon avis très dangereux d’aller à l’encontre de la volonté exprimée par deux peuples de manière aussi claire. Si nous le faisons, nous apporterions de l’eau au moulin de ceux qui accusent l’Europe d’être anti-démocratique.

« Je peux vous dire que le texte n’a jamais été rédigé pour être soumis à référendum. On peut le regretter ou pas, mais il n’avait pas été conçu pour cela. Ceux qui nous gouvernent auraient pu y penser. »

Sylvie GOULARD

La procédure choisie a été absurde, je le dis dans mon livre. Lorsque vous avez un sujet d’intérêt commun, et que vous posez la question à 25 peuples séparément sans créer, en rien, un début de débat paneuropéen, sans avoir un espace public – comme le souhaitait Habermas –, sans avoir ne serait-ce qu’une relative coordination dans le temps (dans la même semaine par exemple) pour essayer que tout le monde se parle par-dessus les frontières, il ne faut pas s’étonner du résultat auquel on est arrivé. Tout le monde a mal géré cette affaire. Moi qui ais suivi les travaux de la Convention pour le président Prodi, je peux vous dire par

ailleurs que le texte n'a jamais été rédigé pour être soumis à référendum. On peut le regretter ou pas, mais il n'avait pas été conçu pour cela. Ceux qui nous gouvernent auraient pu y penser.

Pour ma part, je pense qu'il serait mauvais de ne pas prendre le « non » en compte. Je crois que, comme l'a souligné Joachim Bitterlich, ceux qui disent que le texte doit être accepté en l'état parce qu'ils ont voté oui, se trompent. Vous avez d'un côté un « non » juridiquement fort, d'un autre un « oui » politiquement fort. Ce sont deux niveaux d'analyse différents et il ne faut pas essayer de s'en sortir par le conflit frontal. Il faut être plus intelligent que cela et sortir par le haut. Ce qu'il faut c'est d'abord réaffirmer, et on le fera au Mouvement européen, c'est que nous avons besoin d'institutions qui fonctionnent, que ce n'est pas un luxe, que ce n'est pas une perversité de gens qui aiment faire des traités, que c'est un besoin vital pour l'avenir de l'Union européenne – et au passage, qu'il n'y a pas d'« Europe des résultats » ou d'« Europe des projets » s'il n'y a pas d'institutions qui marchent. Les institutions ne sont pas une fin en soit mais elles ont été créées pour atteindre un but.

« Il serait mauvais de ne pas prendre le "non" en compte. Je crois que ceux qui disent que le texte doit être accepté en l'état parce qu'ils ont voté oui, se trompent. Vous avez d'un côté un "non" juridiquement fort, d'un autre un "oui" politiquement fort. Ce sont deux niveaux d'analyse différents et il ne faut pas essayer de s'en sortir par le conflit frontal. »

Sylvie GOULARD

Ensuite, il faut expliquer inlassablement que parmi les partisans du « non », certains ont répandu des sornettes. Ce n'est pas parce que, d'une certaine manière, ils ont emporté la conviction qu'ils ont raison. Je prendrais un seul exemple : la politique de la concurrence existe depuis 1957, ce n'est pas le traité constitutionnel qui l'instaurerait... Je me permets de faire une petite remarque. Je pense qu'Angela Merkel est plus près de l'état d'esprit des fondateurs que bon nombre des hommes politiques français. Quand on relit les travaux préparatoires au traité de Rome, le principe de liberté est au cœur. C'est l'idée que la liberté d'entreprendre, la liberté de faire du commerce, la liberté d'échanger – libertés régulées dans un certain cadre bine sûr, puisque l'objet même du traité était de

créer ce cadre – sont fécondes. Je crois que toute la prospérité dont nous avons bénéficié dans les années 1960 et 1970 vient en partie de là et qu'il faut aussi oser le réaffirmer.

Il y a tout ce travail de pédagogie à faire, et ensuite il faudra se remettre à discuter sur une base très précise. Puisqu'on nous dit qu'il y a un certain nombre d'Etats qui tiennent à ce traité, eh bien, prenons ce traité comme base de discussion, et aux Etats qui n'en veulent pas, qui ont voté non, d'expliquer pourquoi ils n'en veulent pas. Si la discussion repartait de là, elle ne partirait pas dans tous les sens, et on pourrait examiner précisément ce qui pose problème, et d'autre part on pourrait tester l'attachement des partisans du traité à sa substance. Parce que pour le moment, il y a tout de même un jeu amusant : ça ne coûte pas très cher de passer pour un bon Européen quand on est dans un pays où la ratification s'est faite devant le parlement... Personne n'a de leçons à donner personne. Remettons l'ouvrage sur le métier, mais sur un métier vraiment bien délimité. N'ouvrons pas toutes les discussions possibles et imaginables, mais voyons ce qu'on peut faire point par point. J'ai participé aux discussions : il y a des travaux réalisés par certains groupes de travail qui pourraient être repris, sur la personnalité juridique par exemple, sur l'action extérieure, sur le rôle des parlements, etc.

Une toute petite remarque encore sur ce qu'a dit Joachim Bitterlich à propos des parlements nationaux : je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui. Tout le monde demande de la subsidiarité. La subsidiarité devrait consister en ce que les textes qui viennent de Bruxelles soient aussi laconiques que possible, et laissent aux Etats-membres les marges de transposition qui sont prévues notamment pour les directives. Seulement, comme tout le monde va à Bruxelles négocier des textes qui sont beaucoup trop détaillés, les parlements n'ont plus rien à faire. Et puis, les élus nationaux se sont-ils beaucoup intéressés à l'Europe ces dernières années ? Désormais, ils se plaignent qu'on leur a volé leur compétence, mais ils s'en moquaient bien de ce qui se passait à Bruxelles ! La situation est ce qu'elle est aujourd'hui parce que l'immense majorité d'entre eux n'a pas pris la mesure de la révolution communautaire. Nous avons engagé en Europe une révolution dont la plupart des acteurs n'ont pas vu le commencement du début ! Ils n'ont pas joué leur rôle. Dans les pays où les parlements nationaux sont actifs, il y a de vrais débats. Et je souhaite personnellement pour la France que le Parlement s'occupe de contrôler l'exécutif en matière européenne, qu'il s'occupe de ce qui se passe avant et après les Conseils européens, qu'il fasse son travail d'information sur le terrain. Ce n'est pas le nombre de mots qu'il y a dans les

« Puisqu'on nous dit qu'il y a un certain nombre d'Etats qui tiennent à ce traité, eh bien, prenons ce traité comme base de discussion, et aux Etats qui n'en veulent pas, qui ont voté non, d'expliquer pourquoi ils n'en veulent pas. Si la discussion repartait de là, elle ne partirait pas dans tous les sens, et on pourrait examiner précisément ce qui pose problème, et d'autre part on pourrait tester l'attachement des partisans du traité à sa substance. »

Sylvie GOULARD

lois votées par le parlement français qui compte, c'est de savoir si le parlement français a une influence sur ce qui s'est négocié à Bruxelles et s'il est capable après d'en convaincre les Français.

Joachim BITTERLICH – Je pense que Sylvie Goulard a décrit la bonne méthode pour travailler. Il faut faire attention à la fuite en avant par l'institutionnel en évitant le fond. Par exemple, en ce qui concerne la politique énergétique ou bien la politique économique et sociale, ce sont des problèmes de fond, et ça ne sert à rien de mettre en place des mécanismes ou des outils dont on ne saura que faire, puisqu'on n'est pas d'accord sur le fond. On le voit bien pour un grand projet comme la politique étrangère et de sécurité commune. On voit vite les limites. Certains ont dit que la création d'un mécanisme aurait une force d'entraînement et créerait du consensus... On attend encore.

A partir d'un certain moment, et il me semble qu'on y est sur pas mal de sujets européens, il faut revenir au fond. Sinon, le bâtiment qu'on aura patiemment construit s'effondrera à la première tempête. Il faut faire extrêmement attention. Ce qu'il faut, dans le cadre d'un accord sur un nouveau traité, c'est la démonstration par un certain nombre d'actions et de projets que l'Europe est de nouveau là sur le fond. Il faut le démontrer à nos peuples et à nos élus, les deux. Et j'imagine très bien un certain nombre de projets par lesquels l'Europe peut démontrer que sa crise est terminée. Un exemple, encore une fois, serait la politique énergétique, mais il en a bien d'autres.

« Ce qu'il faut, dans le cadre d'un accord sur un nouveau traité, c'est la démonstration par un certain nombre d'actions et de projets que l'Europe est de nouveau là sur le fond. Il faut le démontrer à nos peuples et à nos élus. »

Joachim BITTERLICH

Question 3 – Je souhaiterais connaître votre sentiment sur la question de l'opportunité d'une politique industrielle commune.

Joachim BITTERLICH – Ce que je vais dire pourra paraître dur. Voilà quatre ans que j'ai quitté l'appareil gouvernemental pour découvrir l'entreprise. Je dois dire que c'est une chance qui devrait exister pour beaucoup plus de monde : traverser la rue et se rendre compte que le point de vue est différent ! J'ai dû apprendre, par exemple, que toutes les belles idées que nous avons lancées après mûres réflexions dans les années 1990 sur la libéralisation de la politique énergétique ou bien d'autres, n'ont pas eues les résultats escomptés. Aujourd'hui je comprends mieux pourquoi. La mode actuelle, aussi bien à Bruxelles que parmi les hauts fonctionnaires français ou allemands du *unbundling* dans ce secteur, c'est-à-dire de la séparation stricte entre la production et la distribution de l'énergie, est bien le signe que ces gens n'ont jamais vécu dans le monde de l'entreprise, qu'ils ne connaissent la réalité complexe du marché. Ils sont dans le brouillard... et y entraînent tout le monde ! J'aimerais voir naître une autre forme de dialogue entre les instances politiques, tant européennes qu'à l'échelle nationale, et les acteurs économiques. Là, je crois qu'il y a un problème de fond.

« Il y a un problème désormais entre les Français et les Allemands, au sein du fameux tandem franco-allemand. Depuis un certain nombre d'années, ils se parlent sur la forme mais plus sur le fond. »

Joachim BITTERLICH

J'ajoute qu'il y a le même problème désormais entre les Français et les Allemands, au sein du fameux tandem franco-allemand. Depuis un certain nombre d'années, ils se parlent sur la forme mais plus sur le fond. Je vois un nombre grandissant de conceptions, de perceptions différentes des deux côtés du Rhin et cela me semble poser un vrai problème.

Sylvie GOULARD – Je suis tout à fait d'accord avec Joachim Bitterlich. Je peux vous donner un témoignage de mon expérience à la Commission. J'ai beaucoup travaillé avec Mario Monti, quand il était Commissaire à la concurrence. Chaque fois qu'il venait en France, il avait droit à des questions sur la politique industrielle. Elle obsédait les Français, mais elle était sans contenu réel... Et elle l'est encore très largement. Il ne pourra y avoir de politique industrielle que si elle a un vrai sens, au-delà des déclarations d'intentions, un sens débattu avec des entreprises, et les changements dans les traités. L'un des problèmes majeurs, c'est qu'on demande souvent aux Commissaires à la concurrence de faire de la politique industrielle indirecte. Mais c'est une idée fautive, largement diffusée dans les esprits en France. Je crois que Mario Monti avait raison quand il refusait de tordre les règles de la concurrence pour répondre, si j'ose dire, à une demande de politique industrielle, formulée par un acteur particulier à un moment particulier. Je crois qu'il avait raison de résister à cette tentation.

Je voudrais ajouter quelque chose à ce sujet sur la dimension franco-allemande, dont a parlé Joachim Bitterlich. C'est que si les Allemands sont toujours des grands libéraux en matière industrielle au niveau fédéral, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de compétences économiques... au niveau fédéral. Tout se joue dans les *Länder*. Il faut voir comment est pilotée la politique industrielle en Bavière par exemple, qui est une immense réussite. Lorsqu'on discute avec le gouvernement bavarois, le gouvernement de la Hesse, le gouvernement du Bade-Wurtemberg, etc., on se rend compte qu'il y a une politique très cohérente de pépinières d'entreprises en liaison avec les universités, les laboratoires, les centres de recherches, etc. : c'est ainsi que peut s'engager un dialogue fécond. Les entreprises, dans leur implication locale, sont très fortement impliquées dans le processus.

J'ajouterais, pensant à la puissance agricole qu'est la France, qu'il ne faut pas opposer politique d'innovation et de développement industriel, et PAC. Il y a un potentiel considérable d'innovations en matière agricole et en agroalimentaire (pensez au biocarburant), qui fait qu'on a matière à discuter.

Victor SCHERRER – Je me souviens de l'époque où, siégeant au sein des instances exécutives du MEDEF, nous avions des réunions régulières avec nos collègues du BDI, le Bundesverband der Deutschen Industrie, afin d'affûter et de rapprocher nos argumentaires, avant d'aller voir ensemble la Commission à Bruxelles. Nous nous battions afin d'être au maximum associés aux réflexions et aux décisions... Et ce n'était pas toujours facile avec les hauts fonctionnaires que nous avions en face de nous.

Joachim BITTERLICH – On peut à ce titre féliciter Laurence Parisot qui est la première Présidente du MEDEF à voir mis en place une commission Europe.

Question 4 – J'ai une question sur le calendrier. Ne pensez-vous pas que, compte tenu du temps qu'il va falloir pour arriver à une solution dans le domaine constitutionnel, on risque une collision dommageable avec la remise à plat budgétaire qui est prévue à partir de 2008 ?

Sylvie GOULARD – Je vous répondrais que de toute façon, on est sous pression à cause de la simple évolution du monde ! Tous les petits calendriers internes de l'Europe ont quelque chose de dérisoire au regard de l'accélération du monde et de l'émergence de nouvelles puissances qui ne nous attendent pas. Le fait par exemple qu'on répète qu'il est nécessaire d'aboutir à une réforme institutionnelle en 2009 parce qu'il y a les élections européennes, me paraît franchement mince au regard du déclin relatif de l'Europe sur la scène mondiale, sur le plan démographique, sur le plan économique, etc. Cela dit, vous avez raison, la remise à plat budgétaire va venir assez vite. C'est une heure de vérité qui va bientôt sonner.

« Tous les petits calendriers internes de l'Europe ont quelque chose de dérisoire au regard de l'accélération du monde et de l'émergence de nouvelles puissances qui ne nous attendent pas. »

Sylvie GOULARD

On a bien vu qu'un certain nombre de pays ont poussé pendant des années à l'élargissement et refuse d'en assumer le coût. On a aussi vu des comportements préoccupants consistant à ne plus du tout raisonner en termes d'intérêt général, mais en termes d'intérêts comptables – même si j'ai le plus grand respect pour tout ce que l'Allemagne a versé au budget communautaire européen depuis des années. J'ai rêvé, pendant la campagne référendaire, qu'un Allemand vienne nous dire « Compte tenu de tout ce que nous avons versé, ça suffit ! », mais personne ne l'a fait, parce qu'ils sont trop polis ! Il n'empêche que l'Allemagne a énormément bénéficié de la construction communautaire. Et toute approche comptable, en terme de retour sur contribution, est économiquement absurde. Elle est absurde pour l'Allemagne comme elle est absurde pour les Pays-Bas, par exemple. Ça a été l'un des thèmes du référendum hollandais, alors que par exemple arrive à Rotterdam une part extrêmement importante des importations européennes, sur laquelle les Néerlandais perçoivent des droits de douane dont ils disent qu'ils sont néerlandais alors qu'ils sont totalement européens...

Mais là aussi, je reviens sur quelque chose qu'a dit Joachim Bitterlich tout à l'heure : c'est qu'il faut partir de la réalité pour reconstruire l'Europe. Et la réalité, ce sont les problèmes que nous avons à affronter ensemble. Je pense notamment à la question de la zone euro. Le Premier ministre belge Guy Verhofstadt a écrit l'année dernière un petit livre intitulé *Les Etats-Unis d'Europe* qui va peut-être loin sur certains points, mais ce qui est vraiment intéressant sur certains points. Il explique par exemple que la responsabilité commune de l'euro crée, au moins pour les pays de la zone euro, un besoin non pas d'un gouvernement économique, qui n'a jamais existé, mais d'une prise de décision politique commune. Un gouvernement économique, ça n'existe pas. Il y a des

gouvernements qui s'occupent d'économie parmi d'autres choses, mais personne n'a jamais expliqué ce qu'était un gouvernement économique.

Joachim BITTERLICH – Vous savez, c'est un peu le microcosme qui voit les prochaines élections européennes en juin 2009 et qui s'agite autour de l'échéance. Évidemment, il y a des calendriers qui s'imposent à nous, et qui parfois posent problème. Mais on a toujours vécu ça, ça n'est pas la première fois. Ce qu'il faut, c'est mettre sur les rails des mandats clairs et distincts sur le fond, pour pouvoir examiner le renouveau institutionnel. C'est une priorité. Mais il y a d'autres chantiers importants, comme la politique énergétique, la politique budgétaire ou bien la politique économique et sociale. Comment combiner ces deux exigences, en évitant de tomber dans la dérive immédiate du populisme ou les vieilles ornières que nous avons connues il y a 15 ans ? Là est le problème de fond.

Il y a néanmoins un vrai risque de désaffection des électeurs, et un taux de participation générale en dessous de 50% aux européennes de 2009, ce qui n'est hélas pas envisageable, serait un nouvel échec pour l'Europe et l'aggravation du fossé déjà large entre les citoyens et l'Europe. De là peut-être, la nécessité d'un renouveau début 2009, qui créerait un véritable enjeu que les citoyens seraient appelés à trancher.

« Il y a néanmoins un vrai risque de désaffection des électeurs, et un taux de participation générale en dessous de 50% aux européennes de 2009, ce qui n'est hélas pas envisageable, serait un nouvel échec pour l'Europe et l'aggravation du fossé déjà large entre les citoyens et l'Europe. »

Joachim BITTERLICH

Question 5 – Je voudrais vous demander votre avis sur les attaques contre la Banque centrale européenne qui se sont développées en France dans le cadre de la campagne présidentielle, qui sont motivées pour des raisons assez vagues d'ailleurs.

Joachim BITTERLICH – Le débat français à l'égard de la Banque centrale européenne n'est pas nouveau. Je me souviens qu'au début, j'avais pensé qu'après le premier rodage de l'euro, cela se calmerait et disparaîtrait peu à peu. Je m'étais trompé. Malheureusement, ce débat reste latent. Évidemment, c'est le bouc émissaire le plus commode, et il est malheureux que la majorité de la sphère politique n'ait pas encore compris le fonctionnement de cette institution. C'est la réalité, il faut vivre avec. Évidemment nous avons encore des problèmes à régler. J'espère qu'un dialogue informel entre le Président de la BCE, celui de l'Ecofin, celui de l'Eurogroupe et le Commissaire compétent pourra faire avancer certains dossiers et calmer les esprits.

Mais, j'ajoute qu'il doit y avoir un débat entre nous, Européens, sur la question de fiscalité et sur celle de la politique sociale : où voulons-nous aller dans le domaine de l'harmonisation fiscale ? Est-ce qu'il suffit de laisser la libre concurrence dans certains domaines, et d'aller plus loin dans d'autres ? Même chose pour le domaine social. Sans un accord sur ce problème, il y aura toujours ce débat néfaste sur le *dumping* fiscal et social. Ma réponse est toujours assez simpliste : aussi longtemps que nous n'aurons pas de pensée commune ou de politique commune digne de ce nom dans le domaine fiscal et social, personne n'a le droit de parler de *dumping*. Lorsque nous aurons une politique commune sur ce sujet nous pourrions le faire mais pas avant.

Sylvie GOULARD – Je vais montrer ma conception du franco-allemand en vous disant que je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit Joachim Bitterlich. Je donnerais simplement une information : compte tenu de la virulence des attaques contre l'euro, c'est un des thèmes que je compte proposer au Mouvement européen pour 2007, de manière à ce que nous essayions autant que possible de défendre intelligemment l'euro. C'est-à-dire d'en expliquer les mécanismes, mais aussi peut-être d'attirer l'attention sur le fait que, pour un certain nombre de gens, il y a eu des augmentations de prix et que ce n'est pas une question négligeable. De même, on avait promis, en tout cas en France, au moment de Maastricht, que l'euro apporterait la croissance, et ça n'a pas été le cas, du moins pas dans la proportion espérée. Faire cette pédagogie équilibrée, et qui ose mettre l'accent sur les sujets politiques, c'est ce que nous allons essayer de faire au Mouvement européen.

Question 6 – Aux Etats-Unis, l'Etat fédéral est responsable sur le budget et la monnaie et les Etats fédérés ont leur politique fiscale et leur politique sociale. Cela crée des discussions, mais pas de conflits. Pourquoi cela n'est-il pas possible en Europe ?

Joachim BITTERLICH – Je suis d'accord, mais aussi longtemps que nous n'en aurons pas terminé avec ces débats, nous aurons des discussions sur le dumping ou bien des attaques contre la banque centrale.

Question 7 – Sylvie Goulard, vous avez écrit en 2005 *Le Grand Turc et la République de Venise*. Peut-on pour finir faire le point sur la question de l'adhésion de la Turquie ?

Sylvie GOULARD – Le sujet a beaucoup évolué depuis l'époque où j'ai attiré l'attention dessus. Comme vous le savez, le Conseil européen du mois de décembre 2006 a gelé un certain nombre de chapitres de négociation, parce que la Turquie n'avait pas rempli des engagements qu'elle avait pris vis-à-vis à Chypre, je n'entre pas dans les détails techniques. Ce qui est certain, c'est que cela constitue l'un des points les plus sensibles de l'accord de coalition en Allemagne puisque la position d'Angela Merkel ne fait pas de doute contre l'adhésion et que celle du SPD, du moins officiellement, ne fait pas de doute non plus, en faveur de l'adhésion.

Pour l'instant, je dirais que le sujet n'est plus aussi sensible, et que, pour ma part, je me réjouis qu'on soit revenu à une approche de bon sens qui consiste à ne pas seulement imposer des critères à ceux qui veulent nous rejoindre, mais à voir aussi si nous souhaitons et si nous sommes en mesure de les accueillir parmi nous. On voit bien que la crise constitutionnelle et tous les thèmes que nous avons abordés aujourd'hui, laissent penser que, pendant un certain temps, l'Europe devrait s'occuper de remettre de l'ordre dans sa maison. J'ajoute que les sondages d'opinion montrent une réticence toujours extrêmement forte des populations. Pour ma part, je pense que l'accès à la maison commune ne doit pas se faire sans un vrai débat, sans une vraie implication des citoyens. Ça n'est pas du tout le genre de décision qui relève de la politique étrangère, mais qui doit se faire de manière démocratique.

« La question de l'intégration de la Turquie n'est plus aussi sensible, et, pour ma part, je me réjouis qu'on soit revenu à une approche de bon sens qui consiste à ne pas seulement imposer des critères à ceux qui veulent nous rejoindre, mais à voir aussi si nous souhaitons et si nous sommes en mesure de les accueillir parmi nous. »

Sylvie GOULARD



Programme d'étude **IDENTITÉS EUROPÉENNES**

Série **POLITIQUES**

Retrouvez tout l'actualité de l'Institut Thomas More sur www.institut-thomas-more.org

Où est passée l'Europe ? L'avenir de l'Europe dans le débat présidentiel français

Rencontre du Comité France, 27 mars 2007, Paris. Intervenants : Alain LAMASSOURE, Paul GOLDSCHMIDT (Belgique), Markus KERBER (Allemagne), Guillaume KLOSSA, Jean-Sylvestre MONGRENIER, Rémi BRAGUE, Peter GUMBEL (Etats-Unis).

Relancer l'Europe en retrouvant l'esprit communautaire : libres échanges autour des propositions de Paul Goldschmidt

Rencontre du Comité Belgique, 22 mars 2007, Bruxelles. Intervenants : Charles-Ferdinand NOTHOMB et Paul GOLDSCHMIDT.

Etats Généraux de l'Europe : Fierté européenne

Réunion publique en partenariat avec EuropaNova, le Mouvement Européen et Notre Europe, 17 mars 2007, Lille. Intervenants : Martine AUBRY, Elie BARNAVI, Sarah BIASINI, Jacques BARROT, Pervenche BÉRES, Bernard BRUNHES, Jean-Michel BLIER, Bruno BONDUELLE, Michel DELEBARRE, Jacques DELORS, Bertrand DUFOURCQ, Cynthia FLEURY, Jean-Baptiste de FOUCAULT, Sylvie GOULARD, Guillaume KLOSSA, Zaki LAIDI, Eneko LANDABURU, Philippe MANIERE, Frédéric MARTEL, Jean-Philippe MOINET, Mario MONTI, Tomaso PADOA-SCHIOPPA, Michèle PAPPALARDO, Alain PIRIOU, Gaëtane RICARD-NIHOUL.

L'Europe dans le débat présidentiel : les faux débats masquent les vrais enjeux

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« La Revue parlementaire », N° 895, mars 2007, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Présidence allemande de l'Union européenne : enjeux, objectifs, limites

Rencontre du Comité France, 5 février 2007, Paris. Intervenants : Sylvie GOULARD et Joachim BITTERLICH.

Quelle relance européenne ? Objectifs, ambitions et limites de la présidence allemande de l'UE au 1er semestre 2007

Par Jean-Thomas LESUEUR et Philippa von DÖRNBERG (Working Paper N°6, décembre 2006, FR/Eng).

Décryptage des singularités françaises : économie, société, Europe

Rencontre du Comité France, 5 décembre 2006, Bruxelles. Intervenants : Peter GUMBEL et Markus KERBER.

Populisme, démagogie et démocratie : l'exploitation des appréhensions, des passions et des frustrations

Rencontre du Comité Belgique, 28 novembre 2006, Bruxelles. Intervenants : Chantal DELSOL et Alain ERALY.

Singularités françaises : la France, son Etat, son identité et l'Europe

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« Géographie », N° 39, Fr/Eng, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Hongrie, 1956-2006 : le communisme à double détente

Article de Máté BOTOS (25 octobre 2006, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Finances publiques et statistiques en Europe : des chiffres insincères pour une politique incertaine

Par Philippe SAUNIER (Note N°10, octobre 2006, Fr/Eng).

Le Parlement européen : déficit d'image, déficit démocratique. Le PE a-t-il la communication qu'il mérite ?

Par Nicolas LE FLOCH de CAMBOURG et Benjamin MÉRABTI (Working Paper N°3, juin 2006, Fr/Eng).

Italie: la réforme de la Constitution et le Fédéralisme

Rencontre du Comité Italie, 15 juin 2006, Rome. Intervenants : Angelo Maria PETRONI.

Intégration de la Roumanie à l'UE : « Rien n'est encore joué pour la Roumanie »

Par Miruna LEAHU (Working Paper N°2, mai 2006, Fr/Eng).

L'Europe, c'est aussi la justice... 4 pistes pour la réforme

Par Claude GIRARD (Note N°8, avril 2006, Fr).

Politiques énergétiques européennes: 10 questions, 10 réponses pour l'avenir

Par Hiledegard von LIECHTENSTEIN (Note N°7, mars 2006, Fr/Eng).

La lente marche du "lobbying d'idées" en France

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« La Revue parlementaire », décembre 2005).

One steps forwards...

Article de Jean-Thomas LESUEUR (« PublicAffairs News », octobre 2005).

Quelle politique environnementale pour demain ? Les leçons de l'histoire, les pistes de l'avenir

Rencontre du Comité France, 28 juin 2005, Paris. Intervenants : Emmanuel LE ROY LADURIE, Guillaume SAINTENY.

L'Europe en ballottage – Quelle réponse au Traité constitutionnel européen ?

Rencontre du Comité France, 10 mai 2005, Paris. Intervenants : Marie-France GARAUD et Hervé MARITON.

Chronique des engagements buissonniers : les hommes, la France, la politique

Rencontre du Comité France, 7 décembre 2004, Paris. Intervenants : Denis TILLINAC.

Constitution européenne : l'Europe y trouve-t-elle son compte ?

Par Laurent LEMASSON (Tribune N°3, décembre 2004, Fr).

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent pas la responsabilité de l'Institut Thomas More. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More et des auteurs, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.